

tion active de l'ONU en Corée s'explique uniquement par la volonté américaine et par l'incapacité soviétique à utiliser son veto. Si le Conseil de sécurité a pu autoriser une intervention militaire en Corée, c'est plus par chance qu'à dessein. Le conflit a également mis en évidence les désavantages liés à l'assistance militaire volontaire. Techniquement, tous les membres de l'ONU devaient fournir des soldats. Or, pendant la guerre de Corée, seulement 16 pays ont participé aux combats et tous étaient des pays amis des États-Unis.

L'expérience onusienne en Corée a laissé en héritage la **résolution Unité pour la paix** adoptée en novembre 1950. Cette résolution donne à l'Assemblée générale la responsabilité de répondre aux cas d'agression internationale en cas d'impasse au Conseil de sécurité. Adoptée par le Conseil de sécurité pendant le boycottage soviétique, cette résolution visait à contrer les futurs veto soviétiques. Après son retour au Conseil de sécurité, l'Union soviétique a utilisé son veto à 103 reprises, comparativement à une fois pour les États-Unis. Grâce à la résolution Unité pour la paix, l'ONU a pu intervenir dans plusieurs points chauds un peu partout dans le monde. Par exemple, en 1991, au moment de l'invasion du Koweït par l'Irak, c'est la résolution Unité pour la paix qui a permis à l'ONU de lancer une grande offensive pour chasser les troupes irakiennes du sol koweïtien.

L'ONU ET LE MAINTIEN DE LA PAIX : L'AFFAIRE DU CANAL DE SUEZ

La guerre de Corée a montré que les Nations Unies pouvaient remplir des missions de rétablissement de la paix. Toutefois, comme dans toute guerre, le coût en vies humaines a été élevé. De plus, en dépit de l'arrêt des combats, la paix n'était pas revenue en Corée. Cette dernière se retrouvait au même point où elle en était avant le début du conflit. Beaucoup de pays de petite et moyenne importance n'étaient guère enthousiastes à l'idée de servir de pions dans des conflits déclenchés pour promouvoir les intérêts des grandes puissances. Il était devenu évident que, pour aller de l'avant,

l'ONU devait trouver une formule plus souple pour les missions de maintien de la paix. En 1956, l'affaire du canal de Suez a mené à l'établissement, pour la première fois dans l'histoire des relations internationales, d'une force multinationale et volontaire de maintien de la paix.

Nasser et l'émergence de l'Égypte en tant que puissance arabe

Après la défaite arabe dans la guerre israélo-arabe de 1948, le colonel Gamal Abdel Nasser s'est imposé comme leader de l'Égypte. Nasser poursuivait un double objectif : créer une Égypte indépendante et libre de tout lien colonial, et détruire l'État d'Israël, nouvellement formé.

Pour parvenir à ses fins, Nasser avait besoin d'argent, de beaucoup d'argent. Pour réunir le plus vite possible les fonds nécessaires, Nasser a pensé à faire monter les enchères entre les deux superpuissances, qui voulaient toutes deux avoir l'allégeance de l'Égypte. Nasser n'avait aucune préférence idéologique entre le dollar ou le rouble. Il a accepté à la fois l'aide américaine et l'aide soviétique que ce soit sous forme d'argent, de matériel militaire, d'expertise technique et de nourriture.

Comme l'Égypte avait besoin d'une armée moderne pour détruire Israël, l'industrialisation représentait la solution à long terme. Première étape : l'électrification. Nasser a d'abord annoncé un ambitieux plan d'agrandissement du barrage d'Assouan, sur le Nil, pour augmenter la production d'énergie. Il a ensuite entamé des négociations avec les deux superpuissances pour financer le projet. En 1955, Nasser a signé un contrat d'achat d'armes avec la Tchécoslovaquie, pays du bloc soviétique. En 1956, il a conclu un accord avec les États-Unis pour le financement et la construction d'un barrage de 1,3 milliard de dollars à Assouan. Nasser semblait être parvenu à obtenir d'un côté des armes des Soviétiques, et de l'autre de l'argent et une expertise technique des Américains. Toutefois, son numéro d'équilibriste allait bientôt se terminer brusquement.

« Nous voulons une
Égypte
indépendante. Nous
voulons conserver
notre identité et
notre dignité. »
(Traduction libre.)

— Gamal Abdel Nasser
(1956)

La nationalisation du canal de Suez

Le nationalisme non aligné de Nasser était source d'inquiétude pour les dirigeants américains. Le conflit permanent entre l'Égypte et Israël, un proche allié des États-Unis, entachait les relations entre Nasser et l'Occident. En violation des traités internationaux et des résolutions de l'ONU, l'Égypte bloquait le passage aux navires israéliens ou autres qui empruntaient le canal de Suez pour se rendre dans les ports d'Israël. Lorsque les États-Unis ont annulé leur aide financière et technique pour le projet du barrage d'Assouan, la réaction de Nasser a été aussi rapide que radicale. Le 26 juillet 1956, il a pris le contrôle du canal de Suez et s'est tourné vers les Soviétiques pour obtenir l'aide requise pour construire le barrage. Il a ainsi atteint deux objectifs. Il a marqué la fin du statut colonial de l'Égypte, et il a obtenu les fonds nécessaires pour construire le barrage d'Assouan et moderniser le pays.

Nasser s'est emparé du canal de façon pacifique. Il a offert à la France et à la Grande-Bretagne une compensation selon la valeur du marché le 25 juillet, et un accès au canal sans restriction. Néanmoins, cette expropriation sans avertissement a exacerbé les tensions mondiales. À peine deux ans auparavant, l'Égypte avait assuré l'ONU que la gestion internationale du canal allait se poursuivre. La Grande-Bretagne et la France étaient résolues à reprendre leur part de 97 % des bénéfices du canal et à réaffirmer leur statut de grandes puissances au Moyen-Orient. Leurs chefs militaires ont donc comploté avec Israël pour reprendre le canal de Suez et, par la même occasion, précipiter la chute de Nasser.

La Grande-Bretagne et la France ont mis au point un plan sophistiqué. Premièrement, Israël amorcerait un nouvel épisode du conflit israélo-arabe en lançant une offensive contre l'Égypte. Deuxièmement, des troupes aéroportées françaises et britanniques prendraient position dans la zone du canal sous prétexte de protéger la navigation internationale durant les hostilités. Ce plan permettait à la Grande-Bretagne et à la

France de reprendre le contrôle du canal de Suez et à Israël d'agrandir son territoire. Quant à Nasser, il serait renversé par un dirigeant plus favorable aux intérêts anglo-français. Les conspirateurs avaient cependant mal évalué la réaction des États-Unis et de la communauté internationale.

La réaction des Nations Unies

Le 29 octobre 1956, Israël attaque l'Égypte. La Grande-Bretagne lance alors un ultimatum aux Égyptiens et aux Israéliens les enjoignant de se retirer de chaque côté du canal de Suez. L'Égypte refuse. Toutefois, à peine cinq jours après le début de l'attaque israélienne, les canons se taisent. Néanmoins, ainsi qu'il était prévu, les troupes aéroportées et les commandos anglo-français se posent et attaquent les positions égyptiennes le long de la rive ouest du canal, prenant possession du canal lui-même. L'invasion a pris le monde par surprise. L'Union soviétique a menacé de lancer des missiles sur Paris et Londres. Les États-Unis ont exprimé leur colère. Comment l'ONU allait-elle réagir à cet acte d'agression commis par deux membres permanents du Conseil de sécurité ?

Le lendemain de l'attaque, les États-Unis ont présenté une résolution au Conseil de sécurité. Ils exigeaient le retrait des troupes israéliennes et demandaient à tous les membres du Conseil de « renoncer à l'usage de la force ». Toutefois, la France et la Grande-Bretagne ont utilisé leur veto pour renverser la motion ainsi qu'une proposition soviétique prévoyant une intervention conjointe américano-soviétique. Pris dans une impasse, le Conseil de sécurité a proposé le renvoi de la question devant l'Assemblée générale. La France et la Grande-Bretagne ont une fois de plus opposé leur veto. Or, étant donné que ce veto ne s'appliquait pas aux règles de procédure internes, la motion a été adoptée, et on a discuté de l'affaire du canal de Suez à l'Assemblée générale.

Le 2 novembre, on adoptait une résolution américaine demandant un cessez-le-feu et une intervention de l'ONU pour assurer le passage des navires dans le canal de Suez.

« L'impérialisme, c'est une grande puissance qui assiège de façon invisible et meurtrière une région tout entière. »
(Traduction libre.)

— Gamal Abdel Nasser
(1956)

Figur
Gama

Gam
arab
mon
était
lisan

Gar
Per
sur
les

cr
(lu
sa
B

Portrait

Gamal Abdel Nasser (1918-1970)

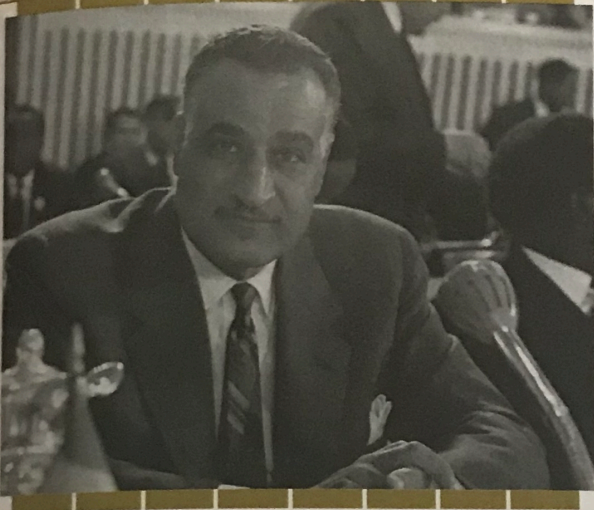


Figure 6.11
Gamal Abdel Nasser

Gamal Abdel Nasser a été une figure de proue du nationalisme arabe qui a balayé le Moyen-Orient après la Deuxième Guerre mondiale. Impopulaire auprès des dirigeants occidentaux, Nasser était un héros aux yeux du monde arabe. Découvrez pourquoi en lisant la biographie suivante.

« La [révolution égyptienne] a permis d'éliminer l'impérialisme britannique et à redonner à l'Égypte son indépendance. Elle a fait ressortir le caractère arabe de l'Égypte et a provoqué un changement profond dans le mode de vie arabe. Elle a donné au peuple le contrôle de ses ressources et des fruits de son action nationale. [...] » (Traduction libre.)

— Gamal Abdel Nasser (1952)

Gamal Abdel Nasser était issu d'une famille de 11 enfants. Pendant ses études, il s'est élevé contre la mainmise britannique sur l'Égypte. Son militantisme l'a envoyé en prison, puis il a joint les rangs de l'armée.

La fierté arabe et le nationalisme égyptien alimentaient les critiques envers la monarchie égyptienne, dirigée par le roi Farouk (lui-même Turc et non Égyptien) et réputée pour sa corruption et sa brutalité. La défaite infligée à l'Égypte par Israël pendant la guerre de 1948 avait humilié les militaires égyptiens. Ainsi, jurant

de restaurer la fierté et la dignité arabes, Nasser s'est joint à d'autres officiers pour créer un mouvement visant à renverser l'ancien régime et à chasser les puissances étrangères. En 1952, la monarchie a été abolie et une nouvelle république a été proclamée. En 1954, Nasser est devenu premier ministre d'Égypte et a accédé à la présidence en 1956.

Nasser avait plusieurs objectifs. Il voulait soustraire le monde arabe à l'influence occidentale. Il souhaitait fonder un grand mouvement capable de rassembler tous les Arabes. Conscient de la nécessité absolue de redistribuer la richesse et les terres pour améliorer le sort des gens de la campagne, Nasser a projeté de lancer un vaste programme de travaux publics et d'industrialisation susceptible d'alimenter la renaissance arabe. Finalement, il a fait le serment de redonner la Palestine aux Palestiniennes et aux Palestiniens et de détruire l'État d'Israël.

La Grande-Bretagne et la France ont vu en Nasser un dangereux révolutionnaire et un fauteur de troubles. La prise de contrôle du canal de Suez par l'Égypte n'a fait que renforcer leurs soupçons. Toutefois, en Égypte et dans l'ensemble du monde arabe, on louange Nasser pour avoir tenu tête aux dirigeants européens.

Pendant ses années à la tête de l'Égypte, Nasser a essayé de forger des alliances panarabes. Pour contrer la présence occidentale, il s'est tourné vers les Soviétiques. Il a réformé et amélioré le système de santé et d'éducation égyptien, et il a redistribué en partie la richesse et les terres. Parallèlement, il a modernisé l'armée égyptienne et a accru ses effectifs, maintenant ainsi la pression sur Israël.

En 1967, Nasser a demandé le retrait de la force d'urgence des Nations Unies qui était présente depuis l'affaire du canal de Suez. Au même moment, il s'est engagé à mener une nouvelle guerre pour exterminer Israël. Au cours de la guerre des Six Jours, l'Égypte a perdu de grandes parties de son territoire. Nasser a offert sa démission, mais on l'a refusée. Il a passé ses dernières années à tenter de reconstruire la confiance et l'unité des Arabes.

Réactions

1. Pourquoi peut-on dire que Nasser était à la fois un nationaliste et un socialiste ?
2. Quelle était l'attitude de Nasser envers l'État d'Israël ?

Seulement cinq pays (Israël, la France, la Grande-Bretagne, l'Australie et la Nouvelle-Zélande) se sont opposés, et six autres (dont le Canada) se sont abstenus. Le 4 novembre, l'ambassadeur du Canada à l'ONU, Lester B. Pearson, a proposé qu'on remplace, dans la zone du canal, la force anglo-française par une force internationale de maintien de la paix. La mission de cette dernière force consisterait à protéger le canal et à séparer les belligérants israéliens et égyptiens.

Les talents diplomatiques de Pearson ont contribué à l'adoption à l'unanimité de la motion (neuf pays se sont abstenus).

L'héritage de l'affaire du canal de Suez

L'affaire du canal de Suez a permis d'établir une force d'urgence internationale, la FUNU. Depuis 1956, on a dépêché les forces de maintien de la paix de l'ONU dans diverses régions du monde. Malheureusement, elles ne sont pas toujours parvenues à maintenir la paix et la sécurité internationale. En partie à cause de la **souveraineté nationale**, c'est-à-dire le droit des peuples indépendants à contrôler leur territoire. Ainsi, lorsqu'un État demande l'aide des forces de maintien de la paix, ces forces sont considérées comme les invitées du pays hôte. En 1956, lorsque Nasser a accepté la venue de la FUNU en sol égyptien, c'était à la condition que cette force plie bagage au moment où l'Égypte jugerait que sa mission serait accomplie. Onze ans plus tard, on a expulsé la FUNU d'Égypte sans cérémonie et on a rapidement déclenché une nouvelle

guerre israëlo-arabe. Une force d'urgence internationale telle la FUNU ne peut être efficace que si tous les pays en cause travaillent au maintien de la paix.

L'ONU EN TANT QUE GARDIENNE DE LA PAIX : LES CASQUES BLEUS

Depuis l'affaire du canal de Suez, l'ONU a joué un rôle de gardienne de la paix. Les interventions des Casques bleus ont pris diverses formes et ont visé différents objectifs : observation non armée d'un cessez-le-feu (au Cachemire de 1965 à 1966); supervision armée du retrait de belligérants (en Afghanistan en 1988); organisation d'élections libres (au Nicaragua en 1989). Parfois, des troupes légèrement armées doivent tenir deux camps à distance ou prévenir la reprise des combats (au Liban en 1978); parfois, ces mêmes troupes doivent agir comme force de police pour faire respecter la loi et l'ordre (à Chypre depuis 1964). En de rares occasions, les forces terrestres et navales de l'ONU ont dû livrer combat à la fois pour prévenir des guerres civiles et pour leur propre protection (au Congo de 1960 à 1964, et au Rwanda de 1993 à 1996). Les forces de maintien de la paix ont accompli des missions impliquant de quelques centaines de Casques bleus à plusieurs milliers.

Les forces de maintien de la paix comprennent surtout des soldats de pays de faible ou de moyenne importance comme le Canada. Ce dernier pays, par exemple, a participé à presque toutes les missions de maintien de la paix de l'ONU. Les États-Unis, la Grande-Bretagne, la France et d'autres grandes puissances ont à l'occasion envoyé des troupes, mais, la plupart du temps, ces pays ont assuré le transport et le financement et ils ont fourni du matériel.

Le financement des forces de maintien de la paix est devenu de plus en plus difficile. Avec la diminution des dépenses militaires, le Canada et les autres petits pays n'ont plus les moyens d'accepter de nouvelles missions ou même de poursuivre celles qu'ils accomplissent déjà. Certaines opérations de maintien de la paix, par exemple à Chypre et au Moyen-Orient, durent, en effet, depuis plusieurs décennies.

POUR L'INTERNAUTE

WWW.DLCMCGRAWHILL.CA

Rends-toi à l'adresse qui figure ci-dessus. Tu y trouveras l'adresse du site officiel des Nations Unies. Il est présenté en six langues et contient une foule de renseignements sur le travail de l'ONU. Sur la page d'accueil en langue française, clique sur « Paix et sécurité » et suit les liens jusqu'à « Maintien de la paix », « Opérations en cours » et « Afrique ». Trouve les missions actuelles de l'ONU en Afrique. Décis où en sont maintenant les missions suivantes de l'ONU (voir sur la carte de la page 199) MINUSIL (Sierra Leone), MINUEE (Éthiopie et Érythrée) et MONUC (République démocratique du Congo). (Si ces missions n'apparaissent plus dans la liste « Opérations en cours », vérifie dans « Opérations terminées ».)

WWW.DLCMCGRAWHILL.CA

Rends-toi à l'adresse qui figure ci-dessus. Tu pourras visiter les sites proposés pour en apprendre davantage sur le travail des Casques bleus.